



COMMUNE DE LE GAVRE (44130)

**DECISION N° 25-07**

**PORTANT REALISATION D'UN CONTRAT DE PRÊT POUR LE FINANCEMENT DE LA STEP DITE DU LAC**  
Prise en application de l'article L. 2122-22 du CGCT

Le Maire de la commune du Gâvre,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22 portant la possibilité de déléguer certaines attributions au Maire,  
VU la délibération n°08102020 du conseil municipal portant délégations du conseil municipal au Maire,  
VU l'inscription de l'emprunt au budget annexe « assainissement collectif »,

**DECIDE DE**

**Article 1<sup>er</sup> :** CONTRACTER auprès de la Caisse des Dépôts un Contrat de Prêt composé d'une Ligne de Prêt d'un montant total de 613 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

**Ligne du Prêt :** Aqua Prêt  
**Montant :** 613 000 euros

**Durée de la phase de préfinancement :** 0 mois  
**Durée d'amortissement :** 30 ans  
**Dont différé d'amortissement :** aucun  
**Périodicité des échéances :** trimestrielles

**Index :** Livret A (LA)

**Taux d'intérêt actuariel annuel :** Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,5%  
**Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance :** en fonction de la variation du taux du LA

**Amortissement :** Prioritaire (profil avec amortissement constant)

**Absence de mobilisation de la totalité du montant du Prêt :** autorisée moyennant le paiement d'une pénalité de dédit de 1% calculée sur le montant non mobilisé à l'issue de la phase de mobilisation  
**Remboursement anticipé :** autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

**Typologie Gissler :** 1A

**Commission d'instruction :** 0.06 % (6 points de base) du montant du prêt

**Article 2 :** SIGNER seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et la demande de réalisation de fonds.

Fait à LE GAVRE, le 25 novembre 2025  
Le Maire,

Nicolas OUDAERT



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification par courrier adressé au Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Acte publié le : 25-11-2025

Accusé de réception en préfecture  
044-214400624-20251126-DECISION25-07-AU  
Date de télétransmission : 25/11/2025  
Date de réception préfecture : 25/11/2025